

Numéro 21 - 27 mai 2017

L'exercice de relations publiques des libéraux sur la sécurité publique et la Loi C-51

Une autre tentative d'échapper à la demande des Canadiens que soient abrogés les pouvoirs de la police secrète



Journée d'action pancanadienne contre le projet de loi C-51 le 14 mars 2015, peu après son dépôt aux Communes, parmi les nombreuses actions exprimant l'opposition populaire

L'exercice de relations publiques des libéraux sur la sécurité publique et la Loi C-51

- Une autre tentative d'échapper à la demande des Canadiens que soient abrogés les pouvoirs de la police secrète
- Une déformation des opinions des Canadiens et des Canadiennes sur les questions de sécurité - *Sam Heaton*

Grève générale des travailleurs de la construction du Québec

- Tous en appui aux travailleurs de la construction!
- Non à une loi de retour au travail du gouvernement!
- Des attaques organisées par l'État

Les travailleurs de l'Alberta s'opposent à la législation du travail antiouvrière et antisyndicale actuelle

- Pour des règles du jeu non truquées! Non c'est Non! Ne rendez pas légales des mesures antiouvrières! - *Peggy Morton*
- Les travailleurs réclament des lois du travail qui reconnaissent leurs droits!
- Notes historiques sur l'assaut néolibéral et antiouvrier contre les travailleurs de la construction en Alberta - *Alberta Worker*

Des appels à exiger des comptes du gouvernement pour les dommages des inondations

- Il faut une enquête sur les ratés lors des inondations au Québec
- Le gouvernement ne tient pas compte de l'expérience de ses propres ingénieurs
- L'intervention de l'armée canadienne et l'irresponsabilité du gouvernement
- La classe ouvrière est le facteur humain essentiel à la vie moderne
- Le gouvernement fait fi des résultats d'enquêtes scientifiques approfondies sur les phénomènes naturels prévisibles - *Fernand Deschamps*

Résultats des élections en Colombie-Britannique

- Les élections et le droit de conscience
- Intensifions la lutte à la défense des droits de tous!

Actions contre la réunion de l'OTAN à Bruxelles

- Expression militante de l'opposition à l'OTAN

L'exercice de relations publiques des libéraux sur la sécurité publique et la Loi C-51

Une autre tentative d'échapper à la demande des Canadiens que soient abrogés les pouvoirs de la police secrète



Centième piquet hebdomadaire à Vancouver pour exiger l'abrogation de la loi C-15 (31 janvier 2017)

Le 19 mai, le gouvernement Trudeau a publié un rapport intitulé *Ce que nous avons appris* sur sa consultation sur le « Cadre de sécurité nationale » du Canada qui s'est tenue du 10 septembre

au 1er décembre 2016. Le rapport a été produit par l'agence de relations publiques Hill+Knowlton Stratégies (anciennement Hill & Knowlton), dont le siège social est à New York et qui est qualifiée par le *Ottawa Citizen* comme étant « le cabinet de lobbying le plus occupé d'Ottawa pour les prises de contrôle par les intérêts étrangers ».[1] Hill & Knowlton est connu pour son rôle criminel en tant qu'architecte d'une campagne de relations publiques pour détruire l'opposition lors de la première guerre en Irak en 1990. Cette agence est responsable de la fabrication et de la distribution du mensonge que des soldats irakiens ont tiré des bébés de couveuses et les ont laissé mourir sur le sol.[2]



C'est le même travail que ce monopole privé de relations publiques fait pour le gouvernement Trudeau et les agences de renseignement canadiennes et américaines qui agissent en toute impunité. Cette fois, la cible est l'opposition des Canadiens à la Loi C-51, la *Loi antiterroriste, 2015* qui a codifié de nouveaux pouvoirs de la police secrète, souvent déjà exercés, utilisés pour violer les droits et criminaliser la conscience.

Le ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale, a honteusement tenté de camoufler les conséquences pour les Canadiens de confier les « consultations » à des intérêts privés, comme Hill+Knowlton Stratégies, lorsqu'il a déclaré dans un langage étudié que ce rapport a été « produit par une tierce partie indépendante » et offre donc « un aperçu objectif de ce que les Canadiens ont dit ».

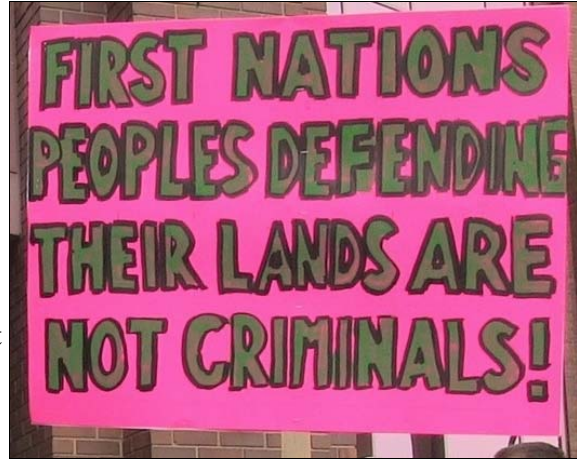
Avant le début de la consultations sur la sécurité nationale, beaucoup s'en méfiaient et se demandaient si le gouvernement fournirait des informations qui permettraient au corps politique de tirer les conclusions qui s'imposent. Les antécédents des libéraux de fausses consultations sur d'autres sujets de préoccupation et leur défense du projet de loi C-51 et de ses pouvoirs de police ne laissaient présager rien de très prometteur. La consultation n'a pas bien démarré, car le Livre vert sur la sécurité nationale du gouvernement faisait dévier la discussion sur la nécessité d'éliminer les mesures qui violent les droits sur une autre voie, celle de la discussion sur les nouveaux pouvoirs inscrits et les menaces alléguées posées par des individus « radicalisés ».[3] Alors la confier à une agence internationale de relations publiques de réputation douteuse, réputée pour sa disposition à faire n'importe quoi en autant qu'elle soit payée un prix élevé, est le comble de l'insulte.

L'essence du rapport des libéraux et de Hill+Knowlton Stratégies est de cacher l'opposition claire et cohérente des Canadiens à la législation adoptée au nom de la lutte au terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001. Le gouvernement Harper a peaufiné cette législation antiterroriste en 2015 avec la Loi C-51 dont la principale caractéristique était d'inscrire de façon encore plus nette dans la loi le recours aux pouvoirs de police qui, par définition, sont au-dessus de la loi. Le recours aux pouvoirs de police secrète est une caractéristique de l'État bourgeois depuis que le Canada a été fondé en 1867 et avant. Depuis le déclenchement de la guerre froide, après la Deuxième Guerre mondiale, ces pouvoirs ont été utilisés de manière constante pour détruire le mouvement du peuple pour la justice, la paix et la liberté.

Le fait que plus de 300 000 Canadiens ont signé des pétitions exigeant l'abrogation de la Loi C-51 -- environ quatre fois plus de personnes que celles qui ont participé aux consultations -- n'est pas

mentionné dans le rapport. Pratiquement tous les secteurs de la société -- les travailleurs, les peuples autochtones, les experts dans les domaines des droits, du droit et de la sécurité, des journalistes, des jeunes et bien d'autres -- ont dénoncé les pouvoirs contenus dans la Loi C-51 comme une violation de l'état de droit et ont exigé qu'ils soient éliminés. À Vancouver, des piquets hebdomadaires se tiennent sans relâche depuis le 2 mars 2015 pour exiger l'abrogation de la Loi C-51 et continuent de recevoir un soutien de l'écrasante majorité des gens.

Cette opposition déclarée des Canadiens à la Loi C-51 et à sa légalisation des opérations occultes contre eux est l'explication probable de la raison pour laquelle les libéraux n'ont pas tenu de consultations sur la Loi C-51 comme telle, mais plutôt sur un « Cadre de sécurité nationale ». Le fait indubitable que la majorité de ceux qui ont participé aux consultations sur la sécurité nationale ont exigé l'abrogation de la Loi C-51 est admis à contrecœur par cette phrase : « La plupart des intervenants et des experts [non seulement se sont opposés à de nouveaux pouvoirs, mais] ont demandé la réduction ou l'annulation complète de mesures existantes, en particulier le projet de loi



C-51, la *Loi antiterroriste de 2015*. » De cette façon, les libéraux et Hill+Knowlton Stratégies sont parvenus à produire un rapport qui n'affirme pas clairement que les Canadiens continuent d'exiger l'abrogation de la Loi C-51, qu'ils s'opposent au renforcement des pouvoirs de police au nom de la sécurité et qu'ils exigent que les droits soient défendus.

Pour désinformer le public, le problème auquel le gouvernement est confronté et pour lequel il a lancé la consultation est présenté comme un « niveau croissant de méfiance envers les principales institutions qui jouent un rôle en matière de sécurité nationale et d'application de la loi ». Pour contrer ce « niveau croissant de méfiance », les questions graves de sécurité et de droits sont réduites à des objets de relations publiques.

L'agence de relations publiques bien payée des libéraux déclare également que le problème auquel font face les Canadiens est qu'« il faut respecter un équilibre délicat entre le secret et la dissimulation dans la lutte contre le terrorisme et les droits et libertés des Canadiens protégés par la Constitution. »

Parler d'établir un « équilibre délicat » camoufle le fait que les pouvoirs de police contenus dans la Loi C-51 sont déjà en dehors de la primauté du droit et qu'ils sont exercés en toute impunité contre ceux qui défendent leurs droits, notamment les peuples autochtones qui affirment leur droit de décider du développement de leurs territoires, les travailleurs et les forces politiques progressistes.[4] Les pouvoirs de police secrète au Canada sont encore subordonnés aux intérêts néfastes des services de renseignement de l'impérialisme américain et aux intérêts privés qui ont pour but de les contrôler et ne sont pas subordonnés à un gouvernement de lois sur lequel le peuple peut exercer un contrôle.

La déclaration du ministre et tout le rapport sont irrationnels et prennent les Canadiens pour des imbéciles (ce qu'ils ne sont pas) et cela pose un problème réel aux libéraux qui par cet exercice de relations publiques veulent « rétablir la confiance ». Comme tout exercice des relations publiques, celui-ci s'avère être un autre exemple du mode qui consiste à payer les riches pour leurs services sans rien contribuer à la solution des graves problèmes des institutions politiques archaïques du Canada.

Quel qu'en ait été le prix, cet exercice de relations publiques des libéraux et de Hill + Knowlton ne saurait cacher le fait que le « Cadre de sécurité nationale » des libéraux vise à inscrire davantage les violations croissantes de l'état de droit en « légalisant » le recours aux pouvoirs arbitraires. Le fait que le gouvernement veuille introduire des modifications pour s'assurer que ces pouvoirs contenus dans la Loi C-51 soient « constitutionnels » démontre clairement leurs objectifs odieux.



Au Canada, ce sont les privilèges et non les droits qui sont inscrits dans la Constitution de 1867, dont le 150^e anniversaire est célébré cette année avec beaucoup de tapage. À chaque étape du développement du Canada, ces privilèges et à qui ils sont accordés sont considérés comme une question de définition décidée par les pouvoirs de la police, et non les citoyens du pays. Cette Constitution, notamment sa *Charte des droits et libertés*, ne garantit pas les droits et ne place pas la souveraineté et le pouvoir décisionnel dans les mains des citoyens. Elle est en effet archaïque et a besoin d'être renouvelée.

Les droits ne sont pas aujourd'hui une question qui doit être tranchée par les pouvoirs de police et ceux qui engagent des agences privées pour exécuter un délicat numéro d'équilibriste pour promouvoir leurs propres intérêts. Les droits

appartiennent à tous du fait qu'ils sont des êtres humains, et pour la grande majorité parce qu'ils sont les producteurs réels de la richesse de la société, ceux de qui son bien-être dépend. Les peuples autochtones dont la terre et les ressources sont occupées de force par des intérêts privés et leur État et qui par leur défense de leurs droits, de leur bien-être et de l'environnement naturel protègent tous les travailleurs, ont également des droits du fait de leur existence en tant que peuples autochtones. Cela inclut l'affirmation de leur souveraineté contre laquelle les pouvoirs de police ne doivent pas être utilisés. Les êtres humains ont des droits du fait de leur humanité et ces droits doivent être reconnus et affirmés.

De ce point de vue, le droit humain le plus important est le droit de conscience. La conscience et la faculté d'abstraction -- de voir ce qui manque et de saisir ce qui doit être fait pour répondre à la nécessité -- sont ce qui différencie les êtres humains de toutes les autres espèces animales. La plus haute expression du droit de conscience aujourd'hui est le droit du peuple de prendre toutes les décisions qui le concernent, tant individuellement que collectivement, et qui concernent l'environnement naturel et social. Sans défendre ces droits et les droits de tous, la « sécurité » promise dans le « Cadre national de sécurité » n'est pas la sécurité du peuple, de son bien-être et de sa société, mais une défense intéressée des pouvoirs de police secrète aux fins privées de ceux qui les exercent.

LML appelle les Canadiens à persévérer dans la défense de leur revendication claire et cohérente que la Loi C-51 soit abrogée et dans leur lutte contre l'impunité.

Exigeons l'abrogation de la loi C-51 !

Notre sécurité est dans notre lutte pour défendre les droits de toutes et de tous !



Manifestation sur la colline du Parlement le 30 mai 2015 pour exiger l'abrogation de la Loi C-51

Notes

1. Hill + Knowlton Stratégies est la propriété de WPP plc (Wire and Plastic Products), une société britannique de publicité et de relations publiques au nom trompeur qui possède diverses autres grandes agences de relations publiques, dont IMRB, Millward Brown, Gray, Burson-Masteller, Hill + Knowlton, JWT, Ogilvy et Mather, TNS, Young & Rubicam et Cohn & Wolfe. Son chiffre d'affaires annuel est de plus de 18 milliards de dollars.
2. Hill & Knowlton a été embauché pour orchestrer la campagne de l'association « Citoyens pour le Koweït libre » et a organisé le témoignage de Nayirah Al-Sabah, la fille de l'ambassadeur koweïtien aux États-Unis à l'époque, devant le Comité des droits de l'homme du Congrès des États-Unis. Nayirah Al-Sabah n'a pas révélé son identité, ne donnant que son prénom, et a fait la déposition mensongère qu'elle avait vu des soldats sortir des bébés des couveuses. Ce témoignage a été cité à maintes reprises par le président américain, George H. W. Bush, et d'autres pour justifier la guerre.
3. L'Association pour les libertés civiles de la Colombie-Britannique a déclaré le 28 novembre 2016 que le Livre vert « se lit comme s'il avait été rédigé par un cabinet de relations publiques chargé de vendre l'état actuel des pouvoirs extraordinaires et sans reddition de comptes », ce qui est confirmé par ce dernier rapport.
4. Pour un exemple, voir les articles du [LML](#) sur les activités du SCRS, de la GRC, du gouvernement fédéral et des monopoles de l'énergie et la coordination de l'application de la Loi C-51 à l'Université Carleton.



Une déformation des opinions des Canadiens et des Canadiennes sur les questions de sécurité

- Sam Heaton -

L'objectif de la « modernisation » des lois de sécurité nationales canadiennes depuis la première *Loi antiterroriste* après le 11 septembre 2001 et avant a été d'éliminer les restrictions légales qui entravent l'action des services de renseignement, c'est-à-dire tous les obstacles qui existent dans la loi. Cela a été la demande constante des plus grands intérêts privés, de leurs représentants politiques et des services de sécurité pour renforcer les pouvoirs de police qui sont au cœur de l'État afin de servir leurs intérêts.



Les services de sécurité en particulier exigent que soient légalisées les pratiques qui sont déjà en vigueur. C'est le cas de la Loi C-51 et des pouvoirs de « perturbation » qu'elle donne au SCRS alors que cet organisme est reconnu pour son harcèlement des Canadiens et pour se livrer depuis des décennies à des activités ignobles, notamment l'organisation de « complots terroristes ». Le récent rapport du gouvernement sur ses consultations sur la sécurité nationale note qu'actuellement « les organismes gouvernementaux et les services de police veulent une plus grande collaboration et communication d'information... »

Malgré cela, le rapport est obligé de reconnaître l'opposition des Canadiens aux « mesures de sécurité » existantes ainsi qu'aux mesures nouvelles. Pour neutraliser cette opposition, divers thèmes ont été établis et la question est présentée comme un débat sur les diverses façons dont ces pouvoirs pourraient être maintenus ou amendés. Ainsi le rapport dit que les Canadiens « sont divisés sur la question de savoir si les modifications devraient être abrogées, modifiées ou conservées ».



Les diverses mesures de la Loi C-51, au lieu d'être traitées comme un tout fondé sur le rejet par les Canadiens de l'utilisation des pouvoirs de police, sont traitées de manière parcellaire. Pour créer de la confusion, les réponses aux questions fallacieuses du sondage sont présentées d'une façon qui conclut que les Canadiens sont divisés et que le gouvernement est justifié de ne pas abroger la Loi C-51.

Au sujet des résultats du sondage sur l'infraction au Code criminel de la Loi C-51 qui criminalise le discours qui « ferait la promotion du terrorisme », le rapport indique que : « Près de la moitié (47 %) des réponses en ligne indiquent que l'infraction consistant à préconiser des actes de terrorisme devrait être clarifiée afin qu'elle ressemble plus clairement à l'infraction actuelle qui consiste à « conseiller » la perpétration de tels actes, mais pratiquement le quart (23 %) des répondants ne sont pas d'accord, et un répondant sur cinq (21 %) pense que la *Loi antiterroriste de 2015* devrait être abrogée dans son intégralité ou que des articles du Code criminel relatifs à l'acte consistant à préconiser ou à fomenter la perpétration d'infractions liées au terrorisme devraient être abrogés. »



Malgré le fait que la plupart des personnes qui ont participé à la consultation ont demandé que la Loi C-51 soit abrogée -- et une majorité écrasante de celles qui ont participé aux réunions publiques -- les questions ont été présentées séparément pour savoir si certains aspects de la Loi C-51, comme la *Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada* (LCISC), devraient faire l'objet d'une surveillance accrue. L'appui à la surveillance est alors présenté de manière à donner de la crédibilité à l'idée que, plutôt que d'abroger la loi, « il convient de renforcer la surveillance . . . pour protéger la vie privée et ... les institutions

recevant de l'information sur la sécurité ne devraient utiliser celle-ci que de façon licite et conformément aux règles ... »

Au sujet des « pouvoirs de perturbation » étendus octroyés par la Loi C-51 au SCRS et la capacité d'utiliser la force, qui sont parmi les aspects les plus largement opposés de la loi, le rapport prétend que les répondants étaient « essentiellement partagés entre la nécessité de diminuer les pouvoirs du SCRS et la nécessité de les maintenir... »

Le recours aux consultations pour désamorcer l'opposition à la Loi C-51 devient encore plus clair par les questions posées sur la façon d'améliorer l'« efficacité » de la douteuse « liste de surveillance des terroristes ». À nouveau, le rapport déclare que les Canadiens sont divisés sur cette question même s'ils ont exprimé leur opposition à l'abus de pouvoir que le gouvernement cautionne avec de telles listes arbitraires. Toutefois, ce thème, présenté comme une question sur la manière d'améliorer une chose illégitime, « a eu tendance à générer moins de commentaires, les réponses reçues laissant supposer une certaine ambivalence collective », lit-on dans le rapport.

Loin de donner une cohérence ou de refléter la conscience collective des Canadiens, les consultations et les rapports sur la sécurité nationale détournent l'attention des attaques continues organisées par l'État contre les droits de tous. Aux consultations fallacieuses s'ajoutent la criminalisation et la perturbation des luttes ouvrières, la surveillance et le harcèlement de ceux et celles qui s'opposent à la guerre et défendent l'environnement naturel et la violence contre les peuples autochtones qui affirment leur droit de décider de leur vie sur leurs territoires.



En même temps, les gouvernements, les « groupes de réflexion » et les organismes universitaires introduisent des définitions régressives des droits qui prétendent que les actions collectives des défenseurs des droits sont une violation des droits individuels qui doivent être criminalisées.

Tout cela est une preuve que les pouvoirs de police continuent d'agir en toute impunité, peu importe les lois adoptées. Les Canadiens doivent s'assurer de bâtir leur propre opinion publique comme mur de défense continuellement renforcé et à l'abri d'une brèche. Cela peut se faire en s'unissant dans l'action pour défendre les droits de tous et par la légitime défense collective.



Grève générale des travailleurs de la construction du Québec

Tous en appui aux travailleurs de la construction!



Marche des travailleurs de la construction en grève à Montréal le 24 mai 2017

À minuit, le 24 mai, les 175 000 travailleurs de la construction au Québec ont déclenché une grève générale contre les demandes de concessions inacceptables des organisations représentant les employeurs de la construction. Les travailleurs de tous les secteurs sont en grève, soit les secteurs industriel, institutionnel/commercial, résidentiel et génie civil/voirie. Les travailleurs de la construction sont organisés en cinq syndicats, la FTQ-Construction, le Conseil provincial (International), le Syndicat québécois de la construction (SQC), la CSD -Construction et la CSN-Construction.

L'enjeu principal qui a poussé les travailleurs à la grève est la demande inacceptable des organisations patronales de chambarder les horaires de travail. Elles ont demandé que les travailleurs travaillent selon un horaire flou sans règles strictes applicables à tous, une demande que les travailleurs ont déjà rejetée en 2013 en faisant la grève à la défense de leurs droits.



Rassemblement à Montréal au début de la grève le 24 mai 2017

Les organisations d'employeurs ont demandé que les travailleurs soient disponibles pour le travail de 5 heures du matin à 20 heures cinq jours par semaine. En cas de jours de travail perdus à cause du mauvais temps, les employeurs veulent que les travailleurs reprennent le temps perdu le samedi à temps simple. L'extension des horaires de disponibilité des travailleurs et leur caractère flou permettraient aux employeurs de décider selon leur bon plaisir l'horaire exact d'un quart de travail déterminé ce qui perturberait beaucoup la vie des travailleurs.

Les travailleurs ont tout de suite dénoncé ce geste régressif en ce qui a trait aux horaires de travail. Ils ont dit que le travail dans la construction se doit d'avoir des règles strictes de temps de travail y compris en ce qui concerne le temps supplémentaire parce que sinon tout cela est une fraude. Les travailleurs de la construction n'ont pas de sécurité d'emploi et peuvent être congédiés, ou ne pas être rappelés ou même être refusés lors d'un prochain contrat s'ils ne se « comportent » pas bien et ne travaillent pas aux horaires assignés bien que le travail du samedi pour remplacer le temps perdu soit soi-disant volontaire.

Les travailleurs rejettent fermement cette demande arbitraire inacceptable des organisations des employeurs qui perturbe leur repos et leur vie hors des chantiers. Ils font valoir que les travailleurs de la construction ont besoin d'être reposés et alertes en tout temps dans un contexte où le taux de décès et d'accidents dans leur secteur est très élevé. Les travailleurs considèrent ces règles floues et soi-disant volontaires au sujet du temps de travail comme une provocation irresponsable de la part des organisations des employeurs qui doivent être dénoncées comme étant régressives et une attaque à leur dignité et à leurs droits. Les travailleurs de la construction savent très bien que les concessions sur des sujets aussi fondamentaux que les salaires et le temps de travail ne font qu'exciter l'appétit des oligarques qui en demandent toujours plus.



Les travailleurs de la construction ont dit Non ! en 2013 à la perturbation de leurs vies et de leurs horaires de travail ! Non ! veut encore dire Non ! en 2017 !

Tous les travailleurs doivent appuyer fermement les travailleurs de la construction et leur fournir tout l'appui possible !



Québec, 24 mai 2017



Trois-Rivières, 25 mai 2017



Saguenay, 25 mai 2017



Montréal, 24 mai 2017

(Tiré de Chantier politique, journal du Parti marxiste-léniniste du Québec. Photos : CP, CSN)



Non à une loi de retour au travail du gouvernement!



Ligne de piquetage des travailleurs de la construction à Montréal le 24 mai 2017

Le gouvernement libéral de Philippe Couillard a annoncé son intention de criminaliser les travailleurs de la construction et de les forcer à mettre fin à leur grève. La classe ouvrière et ses alliés partout au Québec et au Canada doivent dénoncer fermement le gouvernement libéral comme un laquais des oligarques de la construction qui n'est pas apte à gouverner.

Une telle action injuste serait une répétition de ce qui s'est produit en 2013 lorsque le gouvernement du Québec a criminalisé le droit des travailleurs de la construction de faire la grève à la défense de leurs conditions de travail et de vie. Le gouvernement Couillard et ses complices serviles dans les médias de masse sont opposés au droit des travailleurs de négocier leurs

conditions d'emploi et de retirer leur capacité de travail jusqu'à ce qu'on trouve un équilibre qui leur est acceptable. Il s'agit d'un droit fondamental des travailleurs qui sont forcés par les relations de production actuelles de négocier les termes de la vente de leur capacité de travailler aux employeurs. Le fait qu'une grève perturbe l'économie et la création de la valeur montre le caractère essentiel de la classe ouvrière moderne et sa position en tant que productrice véritable de la valeur dont le peuple et la société dépendent pour leur existence.

Au lieu de soutenir les droits de la classe ouvrière et de lui montrer le respect auquel elle a droit, le gouvernement, les oligarques de la construction et les médias monopolisés sont sur un sentier de guerre et criminalisent les travailleurs de la construction et s'attaquent à eux. Ils utilisent le fait que les travailleurs de la construction et leur industrie jouent un rôle central dans l'économie du Québec pour s'attaquer à la grève et ordonner aux travailleurs de reprendre le travail ou bien faire face aux pénalités sanctionnées par l'État. La classe ouvrière et ses alliés au Québec et au Canada dénoncent cet assaut organisé par l'État contre les droits.

***Dénonçons le gouvernement libéral du Québec pour ses attaques contre le droit de grève !
Ne touchez pas aux travailleurs de la construction !
Leur cause est juste !
Appuyons fermement les travailleurs de la construction et leur juste lutte !***

(Tiré de Chantier politique)



Des attaques organisées par l'État

Le secteur de la construction fournit 12 % du PIB du Québec et 255 600 emplois directs, soit un emploi sur 20, de même que des milliers d'emplois dans les secteurs connexes. Le gouvernement et les médias monopolisés n'utilisent pas ces faits pour faire preuve de respect envers des travailleurs qui produisent une valeur aussi immense pour la société. De la manière la plus intéressée possible, ils utilisent ce caractère essentiel des travailleurs de la construction dans la vie moderne comme un motif pour attaquer leur droit de se défendre et de négocier leurs conditions de travail et une réclamation à la valeur qu'ils produisent qui est acceptable pour eux.



Le gouvernement et les médias monopolisés utilisent l'importance du secteur de la construction pour créer de l'hystérie et un sentiment d'urgence pour mettre fin à la grève non pas selon des termes acceptables aux travailleurs mais selon les termes qu'exigent les oligarques de la construction. Cela ne doit pas passer !

Les travailleurs de la construction font déjà face à des conditions spéciales en ce qui concerne les lois du travail au Québec qui enfreignent leurs droits. Par exemple, ils ne sont pas admissibles à des augmentations de travail rétroactives au jour où leur convention collective se termine. Leur convention collective a pris fin le 30 avril et toute augmentation de salaire qu'ils vont obtenir ne s'appliquera qu'à partir du moment où la nouvelle convention collective entre en vigueur.

La loi dite « antiscab » ne s'applique pas aux travailleurs de la construction ce qui veut dire que les

associations d'employeurs ont le champ libre pour garder les chantiers ouverts et utiliser des briseurs de grève. Quand les travailleurs interviennent pour fermer les chantiers, ils peuvent être accusés d'« intimidation » et même de violence s'ils résistent aux attaques organisées contre eux par des agents de sécurité engagés et des mercenaires.

Il existe une clause spéciale dans la loi qui gouverne les relations de travail dans la construction qui leur interdit de faire de l'« intimidation » et qui a une portée très vaste. La clause ne s'applique qu'à eux et non aux employeurs et à tout geste de leur part. L'accusation d'intimidation peut être utilisée pour attaquer des travailleurs qui encouragent d'autres travailleurs de la construction à refuser de faire un travail dangereux ou qui s'occupent d'autres problèmes sur les chantiers ou qui défendent leur grève. Le recours à l'accusation d'« intimidation » contre les travailleurs est une attaque à leur droit de conscience et à leur droit d'organiser leurs collègues de travail dans des actions collectives avec analyse. Les médias monopolisés ont souvent recours à cette accusation large d'intimidation pour dépeindre les travailleurs comme des criminels lorsqu'ils s'organisent à la défense de leurs droits.

Ces attaques organisées par l'État doivent cesser !

(Tiré de Chantier politique)



Les travailleurs de l'Alberta s'opposent à la législation du travail antiouvrière et antisyndicale actuelle

Pour des règles du jeu non truquées! Non c'est Non! Ne rendez pas légales des mesures antiouvrières!

- Peggy Morton -



Manifestation pour des règles du jeu non truquées au Parlement albertain le 30 avril 2017

Le 24 mai, le gouvernement NPD de l'Alberta a déposé le projet de loi 17, le *Fair and Family-Friendly Workplaces Act* (Loi pour des endroits de travail équitables et pro-familles). Le projet de loi 17 modifie la *Loi sur les normes du travail* et le *Code du travail de l'Alberta*.

La *Loi sur les normes du travail* va maintenant accorder des congés non payés avec assurance de retrouver son emploi pour des raisons de maladie personnelle ou de membres de la famille, de décès d'un membre de la famille et de violence conjugale. Elle prévoit des mesures de mise en oeuvre de ces changements si les employeurs les enfreignent. Les changements d'importance au

Code du travail de l'Alberta ne comprennent pas l'élimination du « double volet » demandé d'urgence par les travailleurs en vertu duquel les entrepreneurs peuvent établir des entreprises dérivées afin de nier les conventions collectives.

Le mouvement ouvrier organisé demande depuis plusieurs années des changements majeurs au *Code du travail de l'Alberta* et cette demande de changements a été mise de l'avant avec force par le mouvement ouvrier organisé et ses alliés ces dernières semaines et derniers mois avec la campagne « Pour des règles du jeu non truquées ! » (Unstack the deck !). Certaines de ces demandes, dont celle sur le double volet, remontent au *Code du travail* de 1988. D'autres remontent encore plus loin et sont à l'ordre du jour du mouvement ouvrier depuis environ 60 ans. Elles comprennent :

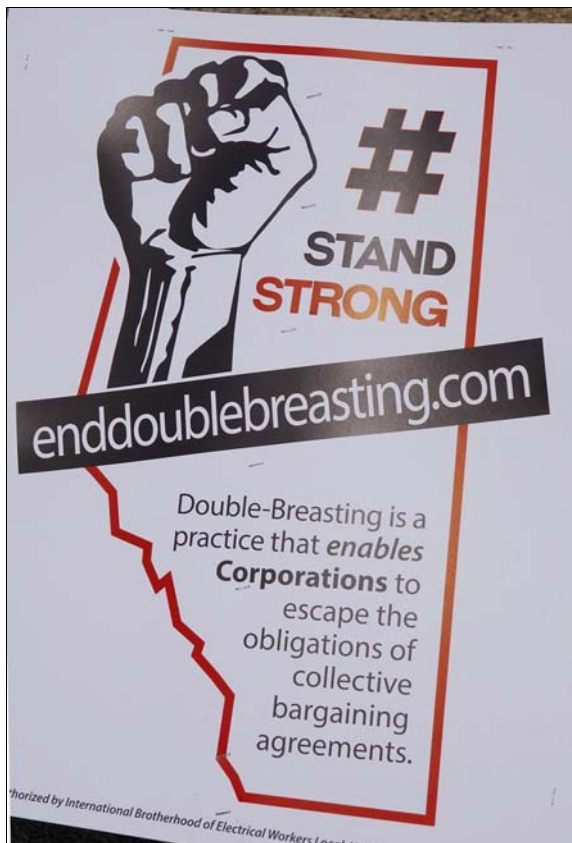
- l'accès garanti aux endroits de travail non syndiqués aux organisateurs syndicaux. C'est particulièrement important en Alberta où les travailleurs vivent souvent dans des campements où seuls sont admis ceux qui ont une autorisation de l'employeur ;
- le droit à la certification syndicale lorsqu'une majorité de travailleurs signent une carte d'adhésion à un syndicat. La loi actuelle requiert un vote et donne ainsi l'occasion aux employeurs, qui s'en saisissent souvent, de menacer, intimider et congédier les travailleurs et de mener des opérations clandestines contre eux ;
- l'arbitrage de première convention collective si l'unité de négociation en fait la demande. Les employeurs refusent souvent de signer une première entente, prolongeant les grèves pendant des semaines et même des mois ;
- l'abolition du recours aux briseurs de grève ;
- le droit des travailleurs protégés par la loi de refuser de traverser une ligne de piquetage. À l'heure actuelle, quand les travailleurs respectent une ligne de piquetage, leur syndicat fait face à une injonction et à des menaces d'amendes élevées et même de décertification ;
- la fin du double volet et des entreprises dérivées dans l'industrie de la construction ;
- l'interdiction des syndicats de compagnies comme l'Association travailliste chrétienne du Canada (CLAC) ;
- une loi d'équité salariale qui s'applique à tous les travailleurs.



Le projet de loi 17 fait des changements qui concernent trois de ces demandes. Il prescrit l'arbitrage de première convention collective après 90 jours. La demande d'arbitrage peut être faite par le syndicat ou l'employeur et la décision est prise par la Commission des relations de travail et rend illégale la grève ou le lockout si la demande est accordée. La certification syndicale par signatures de cartes sera autorisée si 65 % des travailleurs en signent une. Un vote sera toujours requis si entre 40 et 64 % des travailleurs signent une carte. La Commission des relations du travail peut ordonner la certification automatique d'un syndicat dans les cas de pratiques de travail inéquitables

pendant une campagne de syndicalisation et elle peut aussi décertifier un syndicat trouvé coupable de pratiques de travail inéquitables. La Commission des relations de travail peut également ordonner que le syndicat ait accès aux travailleurs sur des sites éloignés où l'accès au logement est contrôlé par l'employeur ou une tierce partie. Le projet de loi 17 étend la loi sur les services essentiels à tout le secteur privé de soins de longue durée, aux services de soins continus et aux services de maintien à domicile de même qu'aux services de laboratoire et de fourniture de sang, ce qui va grandement restreindre le droit des travailleurs de ces secteurs de faire la grève pour défendre leurs salaires et leurs conditions de travail.

Ni la *Loi sur les normes du travail* ni le *Code du travail de l'Alberta* n'ont été révisés depuis 1988 alors que l'offensive antisociale néolibérale prenait son élan et suscitait l'opposition militante des travailleurs défendant leurs droits. Ils ont été adoptés à ce moment-là pour satisfaire aux demandes des oligarques du pétrole, du gaz, de la construction et d'autres secteurs et la législation a ainsi été pipée contre les travailleurs et leurs collectifs depuis.



Même avant que le projet de loi soit introduit, le gouvernement a déclaré, en réponse à la campagne demandant « des règles du jeu non truquées », que bannir la pratique du double volet « déstabiliserait » l'industrie de la construction. Ces monopoles font des fortunes en temps d'essor à même la richesse que les travailleurs produisent et utilisent ensuite les bas prix du pétrole et la récession pour lancer des attaques brutales contre les travailleurs et s'emparer d'une portion encore plus grande de la richesse produite par la classe ouvrière. On ne peut obtenir la « stabilité » en attaquant les droits des travailleurs.

Le gouvernement a dit que le projet de loi représente un « compromis ». Cela n'a pas de sens parce que le maintien de lois antiouvrières sert les intérêts des oligopoles. On sait par exemple que la loi qui permet la pratique du double volet a été écrite par les monopoles de la construction. L'ancien contrat social reposait sur la reconnaissance du droit des travailleurs de se syndiquer en échange de l'abandon de différents droits par les travailleurs. Les lois actuelles

cependant ont comme objectif ouvert d'empêcher les travailleurs de s'organiser. Il ne peut exister d'équilibre lorsque les droits des travailleurs ne sont même pas reconnus. Les détenteurs du capital et l'élite dominante semblent déterminés à en finir une fois pour toutes avec le contrat social et l'ancien équilibre et à bafouer les droits et la dignité des travailleurs.

Cette lutte cependant est loin d'être terminée ! Non c'est Non ! quand il est question d'antisindicalisme, de double volet, ou de collusion entre les employeurs et les syndicats de compagnie ou d'autres lois servant à nier le droit des travailleurs d'organiser leurs collectifs et à utiliser des briseurs de grève ou d'autres lois antiouvrières du genre.

Les demandes des travailleurs ne visent pas seulement la défense de leurs droits mais la défense des droits de tous. C'est le temps maintenant de mettre tout notre poids derrière la lutte pour des « règles du jeu non truquées ».

La classe ouvrière dans son action est déjà en train de dépasser les limites du contrat social de l'après-Deuxième guerre mondiale. Les décisions de la Cour suprême ont soutenu le droit à un processus de négociation collective mais l'objectif de la défense des droits a été retiré du processus. En plus, tous peuvent voir ce qui se produit quand les décisions au sujet de l'économie sont laissées dans les mains des monopoles et oligopoles mondiaux qui ne reconnaissent que leur propre cupidité et leurs intérêts étroits. Les 210 000 travailleurs en chômage en Alberta nous rappellent que le statu quo n'est pas une option. Les travailleurs doivent discuter de comment établir un nouvel équilibre avec les détenteurs du capital dans lequel les droits des travailleurs sont reconnus.

***Pour des règles du jeu non truquées !
Défendons les droits des travailleurs !
Défendons les droits de tous !
Non c'est Non ! quand il est question de lois antiouvrières !***

(Le Marxiste-léniniste va poursuivre dans un prochain numéro la discussion sur les changements à la Loi sur les normes du travail et au Code du travail de l'Alberta.)



Les travailleurs réclament des lois du travail qui reconnaissent leurs droits!



Des centaines de travailleurs de la construction ont tenu une manifestation militante le 30 avril dernier devant le Parlement albertain avec les délégués qui participaient au Congrès de la Fédération des travailleurs de l'Alberta (FTA). Les travailleurs se sont rassemblés pour demander que le gouvernement garantisse dans la loi le droit des travailleurs d'organiser leurs collectifs et de se joindre au syndicat de leur choix. Le *Code du travail de l'Alberta* qui est en vigueur depuis 1988 contient des clauses qui non seulement entravent la syndicalisation mais permettent aux gros entrepreneurs d'ignorer impunément leurs obligations découlant des conventions collectives.

Le 24 mai, le gouvernement du NPD a déposé un projet de loi qui modifie la *Loi sur les normes du travail* et le *Code du travail de l'Alberta*. Le projet de loi ne s'attaque pas aux clauses les plus virulemment antisyndicales comme la politique du double volet dans l'industrie de la construction. Avant que la loi ne soit déposée, le mouvement ouvrier organisé a dit de manière claire que le refus d'agir est inacceptable. ! Non c'est Non ! quand il est question de lois qui bafouent les droits des travailleurs et ces lois doivent être abrogées. La loi doit aider les travailleurs à s'organiser à la défense de leurs droits et non leur mettre des bâtons dans les roues.

Le Marxiste-Léniniste publie ci-dessous les positions exprimées par le mouvement ouvrier organisé le 30 avril devant le Parlement sur le besoin d'une législation du travail qui reconnaît les droits des

travailleurs.

Le président de la FTA Gil McGowan



Le rassemblement a été animé par Gil McGowan le président de la Fédération des travailleurs de l'Alberta. Il a dit que si nous assistions à un match de hockey dont les règles ont été faites pour favoriser délibérément une équipe, nous dirions que ces règles sont illégitimes. Nous sommes ici pour faire cesser cette fraude, pour dire que les règles du jeu qui gouvernent nos endroits de travail et nos relations avec les employeurs et qui sont censées nous permettre de nous joindre au syndicat de notre choix sont truquées. Nous demandons au gouvernement d'émettre des règles du jeu non truquées.

Le *Code du travail de l'Alberta* a été écrit à l'époque des Margaret Thatcher, Ronald Reagan et Brian Mulroney, a dit McGowan. Leur ordre du jour en était un de privatisation, de dérèglementation, de baisses d'impôts pour les riches et d'attaques contre les travailleurs. Ils ont cherché surtout à attaquer le pouvoir des travailleurs qui vient de l'action collective, quand nous agissons ensemble dans nos syndicats et nos fédérations et que nous établissons des objectifs et des priorités et travaillons à les réaliser, a-t-il dit. Le code de 1988 ne reconnaissait même pas l'existence des syndicats dans son préambule. Son but, a dit McGowan, était d'entraver la syndicalisation et la négociation collective.

Scott Crichton du IBEW

Scott Crichton de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité (IBEW) a expliqué ce qu'il en est de la pratique du double volet et pourquoi le gouvernement doit abroger la loi qui le permet. La politique du double volet permet aux entrepreneurs de créer des entreprises dérivées afin de rendre difficile aux travailleurs de s'organiser et elle permet de créer des entreprises non syndiquées qui paient des salaires inférieurs. Cela fait trente-trois ans que cette pratique est en vogue en Alberta et il est temps d'y mettre fin, a-t-il dit. Il a rappelé que le père de la première ministre actuelle, Grant Notley, avait appuyé au Parlement les travailleurs des métiers de la construction. Il avait dit que le changement à la législation du travail allait priver les travailleurs de leur pouvoir économique et c'est bien ce qui s'est produit. En 1982, 70 % des travailleurs des métiers de la construction étaient syndiqués. Dès 1984, le pourcentage avait baissé à 8 % et on n'a cessé depuis d'essayer de remonter la côte.

Martyn Piper des Charpentiers de l'Alberta



Martyn Piper des Charpentiers de l'Alberta a dit que ce sont les travailleurs qui créent la richesse et fournissent les services essentiels à la société. Dans ce rassemblement, a-t-il dit, nous représentons tous les travailleurs à qui on doit donner la possibilité de choisir le syndicat de leur choix et de le garder jusqu'à ce qu'ils en décident autrement.

Il y a de cela trente-quatre ans, nous nous sommes rassemblés ici en face de ce Parlement pour protester contre une loi inéquitable et profondément injuste qui en une soirée a autorisé les entreprises de construction syndiquées à ouvrir des entreprises affiliées non syndiquées, à se faire la concurrence à elles-mêmes et à violer leurs obligations. Les employeurs ont recours aujourd'hui à l'Association travailliste chrétienne du Canada (CLAC) pour empêcher les travailleurs de se syndiquer. C'est une insulte à tout honnête travailleur et à toute honnête travailleuse qui recherche une représentation légitime. Ces frauduleuses entreprises à double volet n'existent pas ailleurs au Canada, a dit Piper. Cette pratique et la loi qui la permet sont une honte et l'expression d'un mépris flagrant pour la liberté des travailleurs de s'associer au syndicat de leur choix, a-t-il dit.

Piper a conclu ses remarques en disant que la pratique du double volet est une stratégie bien conçue et systématique qui vise à détruire d'abord les syndicats de la construction puis tous les syndicats. C'est une idéologie qui nous vient de la Côte du Golfe des États-Unis où les travailleurs gagnent moins de 15 \$ l'heure et n'ont pas d'avantages sociaux, ce qui les met à risque à chaque jour. Il est temps que le gouvernement prenne une décision courageuse et mette fin à cette loi.

Heather Smith, présidente de l'UNA

Heather Smith, la présidente des Infirmières unies de l'Alberta a dit que la *Loi sur les normes du travail* est aussi en train d'être examinée. Cette loi établit les conditions de travail minimales de ceux qui n'ont pas de syndicat et de convention collective. Il est important que cette loi respecte les droits des travailleurs, a-t-elle dit.

La présidente de l'UNA a dit que les infirmières sont souvent venues au Parlement et toujours pour protester contre une ordonnance injuste : une ordonnance de retour au travail, le retrait du droit de grève et la criminalisation des infirmières. Alors que la loi qui interdisait les grèves a maintenant été retirée, de nombreux autres changements promulgués dans les années 1980 demeurent en vigueur, notamment celui qui permet la politique à deux volets et qui est peut-être le pire de tous.

Le gouvernement doit imposer de véritables pénalités aux employeurs qui enfreignent les normes et les codes du travail. Lorsque les employeurs s'engagent dans des pratiques inéquitables, la loi doit prévoir la certification automatique des syndicats. Elle doit prévoir également l'arbitrage de première convention collective pour empêcher les employeurs d'avoir recours à l'intimidation et aux menaces en toute impunité a dit Smith.



McGowan a lancé l'appel à tous à consulter le site UnstacktheDeck.ca pour obtenir plus d'information sur la campagne et à envoyer une lettre à leur député, à la ministre du Travail et à la première ministre. Dites au gouvernement que le nouveau *Code du travail* doit comprendre des clauses qui rendent illégale la pratique du double volet, a-t-il dit.

L'esprit manifesté au rassemblement a bien démontré la détermination des travailleurs à mettre fin à la législation antiouvrière et antisyndicale présentement en vigueur en Alberta. La classe ouvrière ne va pas accepter une *Loi des normes du travail* et un *Code du travail de l'Alberta* qui ne reconnaissent pas leurs droits dans la loi et en pratique.



Notes historiques sur l'assaut néolibéral et antiouvrier contre les travailleurs de la construction en Alberta

- Alberta Worker -

L'assaut contre les syndicats dans l'industrie de la construction a commencé de façon significative en 1982 alors qu'une importante récession a subitement freiné la période d'essor en Alberta. Les entrepreneurs ont lancé une offensive tout azimut contre les salaires et les conditions de travail des travailleurs de la construction et pour détruire les syndicats. Un grand nombre de travailleurs se souviennent bien de cette période amère, tant des épreuves qu'elle a causées que des luttes courageuses menées à la défense des droits de tous.

En 1979, les compagnies non syndiquées étaient engagées dans des projets relativement petits, notamment dans le secteur résidentiel. Entre 70 et 80 % de la construction commerciale, industrielle et institutionnelle était réalisée par des compagnies qui avaient été syndiquées dans la période d'avant la récession de 1981. Les monopoles de la construction ont alors conçu une manoeuvre pour déchirer les conventions collectives qu'ils avaient signées, en mettant sur pied des compagnies dérivées, où selon eux ne s'appliquaient pas les conventions collectives qu'ils avaient signées.



Les travailleurs de la construction participent à la manifestation de la Fédération des travailleurs de l'Alberta en 1986 pour demander des changements aux lois du travail de l'Alberta.

Le 1er mai 1982, pas moins de 805 entrepreneurs de la construction non syndiqués faisaient affaire à Calgary et à Edmonton. Certains étaient des affiliés d'entrepreneurs syndiqués, d'autres étaient des arrangements de « partenariat » qui servaient à dissimuler les véritables propriétaires. Les entrepreneurs syndiqués ont mis en place des compagnies sans nom, des compagnies à numéro avec listes de paie, pour embaucher et rémunérer les travailleurs. Ces compagnies pouvaient être enregistrées et fonctionner pendant un certain temps, avant d'être remplacées par une nouvelle compagnie dérivée sur papier. La pratique a été baptisée « double-breasting », ou la pratique du double volet.



Le Code du Travail de l'époque accordait à la Commission des relations du travail de l'Alberta le pouvoir discrétionnaire de déclarer l'existence d'un employeur commun. Une déclaration d'employeur commun avait comme conséquence que la certification syndicale et les ententes collectives existantes s'appliquaient à la nouvelle entité. En 1983, les entrepreneurs ont insisté pour que le gouvernement change la loi et qu'il élimine ce pouvoir discrétionnaire. Le gouvernement Lougheed s'est conformé et a adopté le projet de loi 10.

Les travailleurs des métiers de la construction ont organisé de grandes manifestations devant l'Assemblée législative et mené des actions sur les chantiers de construction. Ils étaient reconnus comme une force qui ne faisait qu'un avec les travailleurs de tous les secteurs qui luttait pour leurs droits. Par exemple, en 1986, des centaines de travailleurs de la construction sans emploi

sont venus quotidiennement participer à la bataille historique dite de la « 66e rue » pour défendre la grève à l'usine de transformation de viande Gainer et empêcher les briseurs de grève d'entrer à l'usine. Le projet de loi 10 a été adoptée mais la résistance massive des travailleurs et de leurs

syndicats a fait en sorte qu'elle n'a jamais été promulguée. Presque toutes les conventions collectives pour les travailleurs du bâtiment dans la construction industrielle, commerciale et institutionnelle avaient une date d'expiration commune, soit le 30 avril 1984. Dès le moment où les conventions collectives sont arrivées à terme, les entrepreneurs monopolistes ont mis les travailleurs syndiqués en lockout pendant 25 heures. Ils ont ensuite offert de « réembaucher » les travailleurs dans leurs compagnies dérivées à des salaires jusqu'à 30 et 50 % inférieurs et encore plus bas si on compte les avantages sociaux.

Bien que la loi qui permettait cette pratique n'a pas été adoptée à ce moment-là, le gouvernement Lougheed a eu recours à ses pouvoirs arbitraires ou de police pour arriver au même résultat. La Commission des relations du travail (ALRB) a fait marche arrière sur des pratiques de longue date et modifié son interprétation de la loi existante pour déclarer que la pratique du double volet était parfaitement légale et que les conventions collectives existantes ne s'appliquaient plus.

Les entrepreneurs n'avaient qu'à déclarer qu'ils n'étaient pas des employeurs mais des compagnies de gestion de projets et l'ALRB disait « d'accord, vous avez créé une entreprise fictive pour engager et rémunérer des travailleurs. Vous n'êtes donc pas un employeur. La loi cependant s'applique uniquement aux employeurs alors notre Commission n'a pas juridiction. Faites comme vous voulez. Octroyez-vous des contrats au moyen d'une compagnie sans nom et à numéro que vous avez créée précisément pour éliminer le syndicat. »

Cette farce a d'abord été soutenue par les tribunaux, mais les entrepreneurs craignaient que la Commission refuse éventuellement d'autoriser l'établissement des compagnies dérivées. Ainsi, en 1988, le gouvernement adoptait un nouveau *Code du travail* qui accordait aux monopoles exactement ce qu'ils voulaient.

Les syndicats ont continué de faire leur travail d'organisation dans ces conditions difficiles et la tactique des monopoles a été de reconnaître l'Association travailliste chrétienne du Canada (CLAC) ou bien de s'organiser pour que la CLAC tienne un « vote » même s'il n'y avait par moment que deux travailleurs sur le chantier. Pour ajouter à l'injure, la loi a déclaré que la responsabilité revenait au syndicat de prouver que les deux compagnies n'en formaient qu'une seule et, même s'ils réussissaient, la décision n'était pas rétroactive. Ainsi, même si une démarche auprès de l'ALRB était approuvée, plus souvent qu'autrement le projet était déjà terminé quand la décision était émise.

Lorsque le Syndicat des menuisiers a demandé la certification en 2001 afin de représenter les menuisiers qui travaillaient pour J. V. Driver et ainsi remplacer la CLAC, la collusion entre la CLAC, les employeurs et l'ALRB a été exposée au grand jour. La CLAC avait conclu une entente avant que l'ancienne n'arrive à échéance de sorte qu'il n'y aurait pas de période ouverte et que les travailleurs ne pourraient pas voter pour le Syndicat des menuisiers. Les travailleurs n'avaient même pas été informés qu'une entente avait été signée alors bien sûr le vote ne faisait même pas partie du paysage. La Commission des relations du travail n'y a rien vu de mal mais les tribunaux ont décidé que c'était manifestement déraisonnable, mais la décision avait été déclarée sans objet pour d'autres raisons.



Il faut retourner en 1974 et à la construction de Syncrude pour retrouver un autre legs des années Lougheed qui a servi à attaquer le droit des travailleurs de s'organiser collectivement. Syncrude tenait à conclure une entente avec les syndicats de la construction ayant une clause interdisant la grève sur les chantiers sans quoi le projet n'irait pas de l'avant. Le gouvernement Lougheed a alors changé la loi pour autoriser une déclaration de statut spécial pour les projets qui a fait en sorte que les conventions collectives ne s'appliquaient pas.

Le but et le résultat de cette législation ont été de donner libre cours au droit des monopoles du pétrole et de la construction d'imposer la « paix syndicale » dans les chantiers des sables bitumineux. Ce projet de loi n'offrait aucune garantie que lorsqu'un projet était le résultat d'une entente distincte, il serait un chantier syndiqué. Canadian Natural Resources Limited a eu recours à ce statut de projet spécial pour éliminer les syndicats sur les chantiers des sables bitumineux de Horizon et signer une entente avec la CLAC.

De toute évidence, les vieux arrangements avec la classe ouvrière étaient détruits. L'offensive antisociale néolibérale a commencé sérieusement avec l'avènement au pouvoir de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, de Ronald Reagan aux États-Unis et de Brian Mulroney au Canada. Les oligopoles ont déclaré qu'ils n'avaient aucune responsabilité envers la société et n'avaient pas à respecter leurs engagements dans le cadre des arrangements existants avec la classe ouvrière. L'objectif de la société était de rendre les monopoles concurrentiels, et cela, par tous les moyens nécessaires. Si les syndicats ne pliaient pas l'échine, ils seraient réduits à une partie insignifiante du « marché » de la main-d'oeuvre, dans lequel leur rôle de fournir des travailleurs compétents et d'expérience dans leurs bureaux d'embauche serait sollicité au besoin.

(Traduit de l'anglais par LML)

Des appels à exiger des comptes du gouvernement pour les dommages des inondations

Il faut une enquête sur les ratés lors des inondations au Québec



Importantes inondations à Gatineau au début de mai 2017

Organisons-nous pour bâtir le nouveau !

Il n'y a pas d'enquête officielle ou d'évaluation sérieuse du rôle des gouvernements du Canada et du Québec dans les inondations qui ont causé d'énormes dommages au Québec. Les médias et les commentateurs politiques se sont portés à la défense de l'élite dominante, allant jusqu'à dire que le gouvernement Couillard a fait « un bon travail » et « tout ce qu'il fallait faire » dans cette crise. L'affaire est présentée de façon superficielle et le phénomène est mesuré en termes de « performance » des partis politiques du système de cartel, ce qui bloque toute enquête sérieuse sur ce qui n'a pas marché et ce qu'il faut faire pour éviter une répétition.

L'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec a sonné l'alarme et soulevé plusieurs questions décidément pertinentes pour comprendre pourquoi les crues printanières ont fait tant de dommages. Ce qu'elle dit met aussi en relief l'ampleur de la responsabilité du gouvernement dans la destruction des avoirs publics et du bien public qui enlève aux gens la possibilité de se défendre et de se protéger.

Ces crises sont l'occasion de réfléchir aux moyens de diminuer l'impact et d'harnacher les forces de la nature mais aussi et surtout à comment la classe ouvrière et ses alliés peuvent et doivent s'organiser pour placer le facteur humain/conscience sociale au centre de la vie économique, politique et sociale en renouvelant la démocratie et en donnant une direction prosociale à l'économie. Pour placer la science et l'énergie prosociale sans borne de l'être humain au centre, les gens doivent avoir un contrôle sur les décisions et les arrangements qui affectent leur vie. Pour cela il faut partir des conditions données et bâtir le nouveau pour priver l'élite impérialiste dominante du pouvoir de nous arrêter !



Laval-sur-le-lac le 8 mai 2017

(Photos : LML, S. Leduc)



Le gouvernement ne tient pas compte de l'expérience de ses propres ingénieurs

Les ingénieurs du Québec avaient décidé avant les inondations d'aller en grève pour défendre leurs droits face à l'assaut du gouvernement du Philippe Couillard. Lorsque les inondations ont

commencé à déchaîner leur force destructive, l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ) a annoncé que la grève était reportée d'au moins une semaine.

Les ingénieurs du Québec négocient leurs conditions d'emploi depuis deux ans et demi sans obtenir d'entente qui leur soit satisfaisante. Le président de l'APIGQ a dit : « On n'ira pas faire la grève pendant que les gens ont le plus besoin de nous. »

Une des principales revendications des ingénieurs est d'ailleurs directement liée aux inondations et au danger pour la population. Ils insistent pour que le gouvernement arrête de donner en sous-traitance des secteurs liés à la sécurité publique et qu'il renforce l'expertise du ministère des Transports du Québec. Ils font valoir que la sous-traitance réduit la capacité de suivi et de contrôle nécessaire à l'acquittement de son mandat concernant la sécurité publique et le bien-être de la population.

Un des mandats publics du ministère des Transports est la sécurité des barrages. Dans un communiqué du 4 mai, l'APIGQ déplore le fait que même les médias doivent recourir à la firme privée Hydro Météo pour connaître les détails des inondations et des dangers pour la santé et la sécurité publiques. Aussi, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques refuse de rendre public toute l'information nécessaire pour bien informer la population et les municipalités leur permettant de mieux se préparer face aux dangers très réels des inondations, dit l'APIGQ. Elle explique : « La population et les municipalités sont ainsi privées d'informations importantes des phénomènes d'inondation, pourtant connues à l'avance par le ministère. Aucun renseignement minimal n'est accessible sur le site Web du gouvernement concernant cet enjeu ou les causes réelles qui expliqueraient un tel déluge qui couvre une grande partie du Québec.

« Il faut savoir que 12 ingénieurs du ministère effectuent en continue les calculs hydrologiques en fonction des prévisions météorologiques et opèrent les nombreux barrages servant à la régulation des eaux. **Les ingénieurs du ministère sont ainsi mieux placés et en mesure d'informer très adéquatement la population pour qu'elle connaisse l'évolution de la situation** (notre souligné). D'ailleurs, une équipe de garde d'ingénieurs, sur le qui-vive depuis plusieurs semaines, recommande aux autorités les manoeuvres à effectuer pour limiter les dommages.

« L'information est disponible au ministère, c'est pourquoi nous cherchons à comprendre les raisons du manque d'information pour la population. À certains endroits le niveau d'eau a monté subitement sans avertissement. »

Puis dans un communiqué du 9 mai, l'APIGQ dit que des notes internes obtenues par elle datant de 2015 et 2016 décrivent le caractère non sécuritaire des appareils d'évacuation mécaniques ainsi que de la difficulté de respecter, en tout en ou partie, le Plan d'action sur la gestion des barrages du Québec, y incluant la *Loi sur la sécurité des barrages*.

« Les documents font explicitement état qu'à défaut d'obtenir les ressources demandées pour le budget 2017-2018, il faudrait cesser l'exploitation de certains barrages dès le printemps 2017 en ouvrant complètement leurs vannes et en abaissant le plan d'eau, étant donné que les appareils de levage ne sont plus fiables. Et ce, jusqu'à une régularisation des ressources nécessaires pour assurer l'entretien mécanique correctif puis préventif des appareils d'évacuation de ces barrages », affirme-t-elle.

Le jour où l'APIGQ a annoncé le report de la grève, le président du Conseil du trésor du Québec Pierre Moreau a semblé bien accueillir la décision, disant que « ça souligne le professionnalisme des ingénieurs du gouvernement, leur grand sens des responsabilités et la conscience sociale qui est partagée par tout le monde au Québec ».

Par contre, le ministère de l'Environnement a immédiatement rejeté du revers de la main les préoccupations soulevées concernant les barrages. L'attachée de presse du ministre David Heurtel a déclaré carrément sans aucune preuve scientifique à l'appui : « Il n'y a aucun enjeu de sécurité pour ces barrages. La stabilité structurale des barrages est assurée. »

Le mépris du gouvernement pour l'expertise de ses propres ingénieurs et même pour les informations internes recueillies par son propre ministère est révélateur. D'ailleurs, la sous-traitance des services publics à des intérêts privés dont le seul but et la préoccupation première est de faire des profits et non pas de servir la population est contraire à l'intérêt public.

Au lieu de prendre au sérieux les préoccupations des ingénieurs, les représentants du gouvernement et certains médias ont cherché à détourner l'attention du manque de préparation face aux inondations et à rejeter la faute des dommages causés sur les forces incontrôlables de la nature et du changement climatique. On dit que les gens « doivent s'habituer » et qu'« on ne peut rien contre les forces de la nature ».

Ce crétinisme n'est pas digne d'une société moderne et montre que l'élite dominante et ses institutions démocratiques ne sont pas aptes à gouverner. La vie humaine et la société ont évolué par des luttes opiniâtres et des actes pour découvrir et comprendre les forces de la nature, pour les harnacher et les mettre au service de l'être humain. Les humains n'ont jamais jeté l'éponge et ne sont jamais restés passifs face aux éléments destructeurs de la nature ou de la société de classes.

Les déclarations de passivité devant la lutte contre la nature et dans la lutte de classes visent à empêcher les gens d'aller au fond des choses, de résoudre les problèmes, d'aller de l'avant et, si nécessaire, d'exiger des comptes des responsables des échecs.



L'intervention de l'armée canadienne et l'irresponsabilité du gouvernement



Des véhicules blindés de l'armée Canadienne sont déployés dans les rues de Gatineau au nom de la « sécurité publique » durant les inondations.

Empruntant un style devenu familier aux États-Unis, le premier ministre du Québec Philippe Couillard a tenu plusieurs de ses conférences de presse sur les inondations entourés de ministres et d'officiers militaires pour bien faire passer le message que le gouvernement et l'armée sont là pour « assurer la sécurité de la population ».

Non sans rappeler les mesures de confinement militaire à Ottawa lors de la fusillade sur la colline du parlement en octobre 2014, les 8 et 9 mai derniers le gouvernement et l'armée ont ordonné la fermeture de tous les immeubles, écoles et autres institutions gouvernementales. Les gens se sont fait dire de rester à la maison ou de limiter leurs déplacements. C'était un exercice de contrôle de la population pour démobiliser le peuple, pour l'empêcher d'envisager une action organisée collective pour se défendre et défendre la propriété personnelle et publique et exiger une économie et une société qui conviennent à l'existence humaine.

Le rôle premier de l'armée permanente est la guerre et la répression. Le fait qu'elle soit mobilisée pour les inondations est signe d'un manque de préparation du gouvernement et une manifestation des conséquences de ses attaques socialement irresponsables contre les travailleurs des services publics et les services et programmes sociaux qu'ils fournissent et qui sont essentiels.

Avec une propagande constante sur les vertus de l'équilibre budgétaire, les gouvernements du Canada et du Québec ont sabré les investissements dans les programmes sociaux et les services publics. Avec leurs appels incessants à l'austérité, l'élite dominante et les médias attaquent la fonction publique et transforment les services et les programmes sociaux nécessaires à une économie et une société modernes en véhicules pour payer les riches, par la privatisation, par l'utilisation des fonds publics pour soutenir les intérêts privés des oligarques et par l'expansion des institutions d'État qui servent à la guerre et à la répression.

Avec le secteur manufacturier et l'extraction des ressources, les infrastructures publiques, les services publics et les programmes sociaux, en particulier l'éducation publique et les services de santé, sont les piliers nécessaires d'une économie et d'une société modernes. Ne pas augmenter les investissements dans les programmes sociaux et les services publics, c'est nécessairement inviter les catastrophes naturelles et sociales.



La classe ouvrière est le facteur humain essentiel à la vie moderne



Des travailleurs d'urgence évacuent des résidents de Cartierville à Montréal le 8 mai 2017, près de la Rivière-des-Prairies. (Exile on Ontario St)

Les travailleurs doivent être au centre des prises de décisions et en contrôle de leur travail et de leur vie.

Les inondations au Québec et la réaction des gouvernements témoignent du besoin de changements en profondeur. La façon dont les gouvernements du Québec et du Canada ont géré la crise montre que les institutions démocratiques actuelles servent à bloquer l'initiative des citoyens, à empêcher le peuple de prendre les décisions cruciales pour lui et à lui enlever les ressources collectives nécessaires pour se protéger d'une manière consciente et organisée. Ces institutions démocratiques placent les intérêts des riches et leur richesse sociale et propriété au-dessus de toute autre considération, même la sécurité du public en cas de catastrophes naturelles ou de crises économiques et sociales.

Malgré la négligence et même l'ingérence des gouvernements, les travailleurs municipaux des régions touchées par les inondations ont déployé des efforts héroïques pour limiter les dommages et les dangers pour la population. Et maintenant que le niveau de l'eau redescend, les travailleurs et les bénévoles se consacrent inlassablement au nettoyage, aux réparations et au rétablissement des routes et des autres infrastructures. Les bénévoles qui ont aidé à remplir et à déplacer les sacs de sable sont souvent eux-mêmes des travailleurs mus par un sens de conscience sociale.

Dans le climat antisocial actuel au Québec, les travailleurs municipaux et tous ceux et celles qui ont combattu les inondations vont-ils être salués comme des intervenants indispensables et loués pour leur courage et dévouement ? C'est le contraire qui est la règle pour l'élite dominante et ses institutions dites démocratiques. Le silence entourant le rôle des travailleurs fait partie du profond mépris de l'élite économique et politique à leur égard. La préoccupation première de la classe dominante est de bloquer le renouveau démocratique et la création de formes modernes de gouvernance qui permettent aux travailleurs de prendre eux-mêmes les décisions qui les concernent et de disposer des ressources collectives de l'État à cette fin.

Le mépris et la haine de l'élite dominante et des institutions démocratiques qu'elles contrôlent pour les travailleurs se manifestent dans les rapports de production. Lorsque les travailleurs du secteur public sont forcés d'aller en grève pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires et leurs pensions, l'élite dominante les traite d'irresponsables et d'égoïstes et se sert du pouvoir des institutions démocratiques pour attaquer leur droit de se défendre, pour les criminaliser et les forcer à accepter le diktat de l'État.

L'élite dominante déclare que les travailleurs du secteur public fournissent un service essentiel mais du même souffle elle leur enlève leur droit de se défendre et de négocier leurs salaires, pensions et conditions de travail sans coercition, bien que leurs conditions de travail soient une condition nécessaire à la livraison des services essentiels dont le public a besoin et sans lesquels l'économie ne peut pas fonctionner.



L'élite dominante se sert du pouvoir de ses institutions démocratiques non pas pour négocier de bonne foi les salaires, pensions et conditions de travail dans le secteur public et établir un équilibre avec les travailleurs du secteur public, mais bien pour les intimider et criminaliser leurs luttes et leurs organisations de défense et pour les forcer à accepter la détérioration de leurs conditions

d'emploi. Ceux qui détiennent le pouvoir politique dans le système de partis de cartel refusent de reconnaître le rôle essentiel que jouent dans la société les travailleurs du secteur public et tous les travailleurs. Au contraire, l'élite dominante a déclaré la chasse ouverte contre les services publics et les travailleurs dans l'intérêt des riches et de leurs immenses monopoles qui cherchent des occasions de profit et d'investissement par la privatisation et la prise de contrôle des avoirs publics.

L'intérêt privé des riches est d'élargir leur richesse sociale et c'est la considération première dans la conclusion des accords de libre-échange, dans la privatisation des avoirs et des travaux publics et dans tous les actes antisociaux des partis de cartel et des gouvernements à leur service. L'intérêt privé des riches mène la société en arrière avec cette insistance sur l'austérité pour les travailleurs pendant que les oligarques milliardaires font étalage de leurs produits de luxe, de leur abondance et de leurs modes de vie dégénérés.

L'époque moderne appartient à ceux qui font le travail. Ceux-ci doivent devenir les décideurs et doivent exercer un contrôle sur tous les choses qui les concernent. La classe ouvrière peut ainsi bâtir la nation, investir le peuple du pouvoir souverain et garantir les droits de tous.



Le gouvernement fait fi des résultats d'enquêtes scientifiques approfondies sur les phénomènes naturels prévisibles

- Fernand Deschamps -



Les crues printanières anormalement élevées sur la rivière des Outaouais telles que vues ici du pont des Chaudières à Gatineau le 10 mai 2017

Depuis les premières inondations qui datent du 5 avril, près d'un mois s'est écoulé avant que les gouvernements fédéral et du Québec n'interviennent de façon massive pour porter secours aux

milliers de personnes dont la résidence principale a été inondée suite aux précipitations de pluie importantes qui ont balayé le centre et le Nord-Est de l'Ontario, le Sud-Ouest, le centre et l'Est du Québec ainsi que le Nouveau-Brunswick durant tout le mois d'avril.

Ainsi, durant des semaines ce sont les pompiers, les travailleurs municipaux et les bénévoles qui ont été à pied d'oeuvre nuit et jour pour porter secours aux sinistrés dans les plus de 125 villes et villages du Québec affectés par la crue importante des eaux.

Suite à la demande du gouvernement Couillard, les forces armées canadiennes ont été appelées en renfort durant la première semaine de mai et le maire de la métropole de Montréal a annoncé le 7 mai qu'il décrétait l'état d'urgence pour une période d'au moins deux semaines dans les quartiers du nord de l'île de Montréal affectés par les inondations du lac des Deux-Montagnes et de la Rivière-des-Prairies, deux affluents de la rivière des Outaouais.

Le maire de Montréal est habilité à recourir à des pouvoirs extraordinaires et à décréter l'état d'urgence lorsqu'une des conditions suivantes existe :

- la municipalité est aux prises avec un sinistre majeur, réel ou imminent,
- la municipalité doit agir immédiatement pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes
- le plan de sécurité civile de la municipalité ou ses règles habituelles de fonctionnement ne lui permettent pas de réaliser adéquatement les interventions nécessaires.

Avec ses mesures d'urgence, les forces policières et l'armée ont le pouvoir, entre autres, de forcer les résidents à quitter leur domicile, ce qui a été fait dans plusieurs villes inondées du Québec ainsi que dans le quartier de Roxboro-Pierrefonds de l'île de Montréal.

En ce qui a trait à la demande du gouvernement du Québec d'aide de l'armée canadienne, le premier ministre Trudeau a déclaré qu'il était « content » que son gouvernement puisse « aider » le Québec et l'Ontario. « Quand il y a des situations de catastrophes naturelles, on se rassemble », a-t-il ajouté.

La science au service d'intérêts privés

De nombreux résidents affectés par les inondations ont critiqué le fait que les gouvernements ont agi trop tard et que ces inondations auraient pu être évitées.

On pointe entre autres du doigt le fait que la société d'État qu'est Hydro-Québec aurait pu délester avant même que les pluies abondantes d'avril débutent des quantités importantes d'eau emprisonnées dans ses réservoirs de Gouin et Baskatong qui alimentent respectivement les rivières Saint-Maurice, Gatineau et des Outaouais, simplement sur la base des données scientifiques existantes :

- les quantités importantes d'accumulation de neige au sol durant l'hiver 2016-2017, - le fait que cette neige ne s'est pas évaporée à cause de la couverture nuageuse importante durant les mois de février et mars, ce qui a minimisé l'ensoleillement durant cette période de changement de saison alors que le rayonnement solaire permet normalement d'accélérer la fonte de la neige au sol, contribuant à répartir le ruissellement de l'eau sur une plus longue période ;
- les températures en



Les réservoirs Gouin et Baskatong.
Cliquer pour agrandir.

mars ont été plus basses que la normale, ce qui a aussi retardé la fonte de la neige accumulée au sol.

Tout cela mis ensemble a contribué à créer au départ les conditions favorables à des inondations, avant même que les pluies importantes d'avril ne s'abattent sur le territoire québécois.

Un simple examen des données pluviométriques pour la région de Montréal de 2011 à 2017 comparées à la moyenne des trente dernières années permet déjà de constater que la tendance générale est à une augmentation des précipitations de neige et eau durant les mois de février et mars ainsi qu'une accumulation totale accrue des précipitations liquides et solides de janvier à avril.

Précipitations totales de janvier à avril dans la région de Montréal, 1980-2017 (en mm)

périodes annuelles	Janvier	Février	Mars	Avril	Total	en millimètres
1980-2010 *	77.2	62.7	69.1	82.2	291.2	
2011	31.4	89	128	134	382.4	
2012	84.2	33.4	57.8	67	242.4	
2013	64.8	62.2	64.4	60	251.4	
2014	52.7	60.2	74.6	136.2	323.7	
2015	81.2	47.8	38.6	79	246.6	
2016	39.8	113.8	106.4	101.4	361.4	
2017	73.2	106.2	114.6	159.8	453.8	



* Moyenne historique (Source: Environnement Canada)

Ce que ces données semblent indiquer, c'est que durant la période de 1980 à 2017 les précipitations totales durant les mois d'hiver ont eu tendance à augmenter plutôt qu'à régresser.

Cette tendance est confirmée par des chercheurs qui s'intéressent aux phénomènes du réchauffement de l'atmosphère terrestre. Le directeur de la chaire de recherche stratégique sur les risques hydrométéorologiques liés aux changements climatiques à l'Université du Québec à Montréal, Philippe Gachon, a expliqué dans une entrevue accordée dans le cadre du congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS), que toute augmentation moyenne de 1 degré Celsius de l'atmosphère terrestre entraîne nécessairement une augmentation moyenne de l'humidité de l'atmosphère de 7 %, ce qui éventuellement va se traduire par plus de précipitations. Dans le cas du sud du Québec cette augmentation peut varier de 5 à 9 % selon le chercheur qui s'appuie sur les lois de la thermodynamique, en particulier de la relation de Clausius-Clapeyron,

formule énoncée par l'ingénieur français du XIXe siècle du même nom établissant l'équation des différentes phases (solide, liquide et gazeux) d'un corps donné selon la pression et la température de ce corps. Dans le cas qui nous intéresse, soit le taux d'humidité dans l'air, la masse volumique de l'eau liquide est plus grande que celle de la glace. À cause de cela, l'eau présente des anomalies importantes qui lui donnent ce rôle particulier de régulateur thermique dans la nature.

Monsieur Gachon explique par ailleurs que sa chaire ne reçoit aucune forme de financement provenant du gouvernement du Québec ou du gouvernement fédéral. De plus, il rappelle que la Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère (FCSCA) a été mise sur pied en 2000 par le gouvernement fédéral pour justement s'attaquer à ce besoin d'analyser les changements climatiques afin de mieux prédire les phénomènes météorologiques qui les accompagnent. Cette fondation a vu ses activités réduites de manière significative par le gouvernement Harper en 2011 lorsqu'il a imposé des coupures importantes à la FCSCA. Dans le dernier budget du gouvernement Trudeau, aucun nouvel apport d'argent n'a été fait pour la FCSCA, selon le chercheur.^[1]

Aussi, le Canada est un chef de file lorsqu'il est question de télédétection. Les chercheurs employés par les agences du gouvernement du Canada avaient contribué à la conception et la fabrication du satellite RADARSAT qui permet de créer rapidement grâce à la technologie de l'imagerie radar des cartes complètes du territoire canadien à une résolution de 1 mètre et qui permet d'observer et de cartographier les zones inondables autour des cours d'eau. Tout cela a été privatisé par le gouvernement fédéral et est maintenant commercialisé pour servir des intérêts privés. Ainsi, au lieu que cette technologie de télédétection d'avant-garde soit utilisée pour aider les ministères qui gèrent le territoire du Québec à minimiser les risques d'inondation en suivant l'évolution dans le temps de l'aménagement du territoire, elle devient un outil parmi tant d'autres pour vanter les mérites de sa commercialisation privée à l'échelle des Amériques.

L'importance d'un projet d'édification nationale qui défend les droits de tous



Gatineau

Ce qui ressort des événements entourant cette inondation de 2017, c'est que, malgré leurs déclarations à l'effet qu'ils « ont tout fait » pour minimiser l'impact de ces inondations les différents paliers de gouvernements ne sont pas intéressés à défendre les droits des citoyens.

Ainsi, ceux qui font la gestion des cours d'eau sur le territoire québécois, au sein du ministère de l'Environnement et des Changements climatiques, et des sociétés d'État tels qu'Hydro-Québec, ont besoin de pouvoir prédire ces tendances avec le plus d'exactitude possible. Mais les porte-paroles

d'Hydro-Québec sont muets lorsque vient le temps d'expliquer pourquoi ils n'ont pas commencé dès cet hiver des opérations de délestage à même ses réservoirs alors même que tous les faits indiquaient des crues printanières exceptionnelles. Serait-ce que la société d'État craint qu'en abaissant le niveau de ses réservoirs au printemps elle ne sera pas en mesure de fournir l'eau qui alimentera ses centrales situées en aval durant la période estivale ? Il est bien connu qu'Hydro-Québec a entre autres comme mandat de verser annuellement au gouvernement du Québec une part importante de ses profits tirés de ses revenus d'opérations de génération d'électricité. Ces mêmes profits sont réacheminés aux prêteurs d'argent de Wall Street et d'ailleurs pour soi-disant rembourser la dette.

Le ministère québécois de l'Environnement et des Changements climatiques n'a pas pris les mesures nécessaires pour préparer les riverains à parer aux inondations printanières qui sont un phénomène bien connu de tous. Il aurait pu exiger d'Hydro-Québec qu'elle déleste dès le mois de mars l'eau accumulée dans ses réservoirs situés en amont des rivières Gatineau, des Outaouais et Saint-Maurice. Il aurait pu faire appel à une PME située à Victoriaville au Québec qui a conçu et qui produit des pontons qui se transforment en digues en l'espace de quelques minutes et dont l'efficacité est reconnue à l'échelle mondiale au point que l'armée américaine les a certifiés pour son propre usage. Il a choisi d'attendre que les inondations se produisent et qu'il soit « forcé » de faire appel à l'armée et aux bénévoles pour ensacher et transporter des centaines de sacs de sable, une opération lente et coûteuse qui, pour bon nombre de personnes concernées, était « top peu trop tard ».

Note

1. Pour l'entrevue de Philippe Gachon à Radio-Canada, cliquer [ici](#).



Résultats des élections en Colombie-Britannique

Les élections et le droit de conscience



La première victime des élections en Colombie-Britannique a été le droit de conscience des électeurs. L'offensive idéologique des machines électorales des grands partis et des médias durant et après les élections vise à jeter de la poudre aux yeux pour que les gens votent et pensent d'une manière particulière dans un but précis. L'objectif est de maintenir le statu quo, de renforcer l'offensive antisociale et de diviser l'électorat sur une base sectaire. L'offensive idéologique vise à faire en sorte que le corps politique ne puisse même pas réfléchir et au lieu de cela qu'il succombe à l'attentisme pour voir ce que les autres feront « en leur nom ». Un climat est créé pour faire croire aux gens qu'il n'y a pas d'alternative.

Au cours de l'élection, les outils entre les mains des machines électorales, en plus des sommes phénoménales canalisées dans la publicité, ont inclus plusieurs coups bas pour contraindre l'électorat à voter pour les libéraux ou le NPD ou un autre parti présenté comme une alternative. Tous les arguments des machines électorales de ces partis et des médias servent à priver les gens d'une conception du monde et d'une orientation, pour qu'ils ne puissent pas lutter pour leurs propres intérêts et s'unir avec d'autres dans ce contexte.

Tout le tapage électoral assourdissant sert à empêcher les électeurs de décider comment occuper l'espace du changement qui existe présentement en Colombie-Britannique. C'est pourquoi tout est fait pour détourner l'attention des conséquences de l'offensive antisociale pour les travailleurs et des solutions à ces problèmes. Tout est fait pour contrer toute discussion sur un programme pour mettre fin à l'offensive antisociale et habiliter la classe ouvrière et le peuple. Cela se fait en attaquant la conscience des membres du corps politique.

Durant les élections on a cherché à faire croire aux électeurs que le but des élections était de défaire les libéraux. Mais cela se fait sans considérations stratégiques ou sans envisager une alternative. Le plan se résume à établir des tactiques pour vaincre les libéraux et non pour favoriser la cause des travailleurs. En revanche, vaincre l'offensive antisociale est une considération stratégique et les tactiques pour atteindre cet objectif deviennent une préoccupation importante. En d'autres termes, le fait de participer à une élection basée sur la demande que chacun doit voter en fonction du but étroit d'élire ce parti ou un autre, n'aide pas du tout à s'attaquer au problème posé et à résoudre : comment mettre fin à l'offensive antisociale. Les gens sont censés se croiser les bras et attendre voir ce que les manoeuvres des partis cartéllisés auront donné comme résultat.

La spéculation actuelle à savoir lequel des partis cartéllisés peut obtenir suffisamment de sièges pour avoir la majorité à l'Assemblée législative est l'aboutissement d'un opportunisme crasse. Quel que soit le résultat, cela ne va pas créer des conditions favorables pour que les travailleurs avancent leur cause. Les partis qui se félicitent maintenant d'être à la table de négociation n'ont pas d'objection à ce que le système demeure basé sur le privilège, ce qui continue d'engendrer la corruption. Les manoeuvres et tractations pour décider qui formera le gouvernement ne sont pas fondées sur des principes. Une position fondée sur des principes reconnaîtrait que ce système électoral bloque l'exercice du droit du peuple de décider de toutes les questions qui le concernent.

Le peuple ne peut se permettre d'être placé dans une position passive d'attentisme, à regarder ceux qui prétendent avoir le mandat de gouverner conclure des alliances sans principes. Les trois partis s'opposent à la construction de l'unité politique du peuple sur la base d'une vision politique moderne d'une société qui sert le peuple et garantit son bien-être et ses droits, en particulier son droit fondamental à la conscience.



Intensifions la lutte à la défense des droits de tous!

Les résultats de la 41^e élection générale en Colombie-Britannique tenue le 9 mai reflètent la crise dans laquelle l'élite dominante est embourbée. Aucun parti cartellisé n'a été en mesure d'obtenir une majorité de 44 sièges: le Parti libéral au pouvoir a remporté 43 sièges (il en avait pris 47 à l'élection précédente), le NPD est passé de 35 à 41 et le Parti vert est passé d'un à trois sièges, tous sur l'île de Vancouver. Le taux de participation est passé de 57,1 % en 2013 à environ 60 %, selon Elections BC.

Les résultats ont été très serrés dans de nombreuses circonscriptions. Elections BC a accordé deux des six demandes de dépouillement judiciaire. Le dépouillement judiciaire s'est tenu dans les

circonscriptions de Courtenay-Comox et Vancouver-False Creek. Les résultats du vote final, y compris les dépouillements judiciaires et le dépouillement des bulletins de vote des électeurs absents, ont été annoncés après que le dépouillement ait été complété le 24 mai. Elections BC a publié les résultats du vote final qui ne modifient pas le nombre de sièges détenus par les libéraux, le NPD et le Parti vert, soit respectivement 43, 41 et 3. Les résultats publiés montrent que les libéraux ont reçu 40,36 % (796 672 votes), le NPD 40,28 % (795 106 votes) et le Parti vert 16,84 % (332 387 votes). Ces résultats tiennent compte du dépouillement des bulletins de vote des électeurs absents et du recomptage judiciaire approuvé dans deux circonscriptions. Un recomptage judiciaire dans certaines circonstances peut encore être demandé dans les six jours suivant la publication des résultats finaux des élections par le directeur du scrutin d'une circonscription, mais il est peu probable qu'il y ait des demandes de ce genre. Le recomptage judiciaire dans les deux circonscriptions a permis au NPD d'augmenter sa marge dans Courtenay-Comox de neuf voix dans le dépouillement initial à 189 dans le dépouillement final. Dans l'autre circonscription où s'est tenu un dépouillement judiciaire, Vancouver-False Creek, les libéraux ont gagné par 415 voix plutôt que par la marge originale annoncée de 560 voix.

Puisque 44 sièges sont requis pour obtenir une majorité, les libéraux ont besoin du soutien du Parti vert pour continuer de former le gouvernement, avec une coalition de 46 sièges. Si le NPD pouvait réussir à amadouer les Verts, leur coalition gouvernerait avec la plus petite majorité possible soit 44 sièges. Les libéraux et les néo-démocrates « négocient » avec le Parti vert dont le chef, Andrew Weaver, a déclaré le 24 mai qu'il prendra une décision d'ici le 31 mai ou peut-être avant. Le *Globe and Mail* a rapporté que Weaver a dit qu'il « écoute de bonne foi ce que proposent les libéraux et les néo-démocrates en ajoutant que ' tout est sur la table ' ». Le même article dit que Weaver a mis de l'avant trois « questions ouvrant la voie à un accord » : un statut officiel pour son parti (la législation actuelle fixe à quatre sièges le nombre requis pour un statut officiel de parti), la réforme du financement des campagnes et la représentation proportionnelle, et qu'il y a d'autres questions susceptibles d'être prises en compte durant les négociations en cours.

Le chef du NPD, John Horgan, a dit aux journalistes que les négociations avec les Verts continuaient et que « je suis optimiste, nous pourrions présenter un cadre de référence qui ralliera la majorité à l'Assemblée législative ». Un point de conflit dans les négociations entre les deux partis semble exister au sujet de la réforme électorale alors que les Verts veulent une réforme électorale sans référendum et le NPD souhaite un référendum. Aucun des partis n'est allé plus loin dans sa proposition d'une « forme de représentation proportionnelle ».

Le 10 mai, la première ministre libérale Christy Clark a rencontré la lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique, Judith Guichon, qui a accordé à Clark l'autorisation de continuer d'agir en tant que première ministre en attendant l'issue du dépouillement et du marchandage final entre les partis cartellisés afin de déterminer lequel gouvernera pour le moment. Pour l'instant, les libéraux continuent de former le gouvernement et la première ministre Christy Clark a émis une déclaration après les résultats définitifs du scrutin selon lesquels « avec 43 candidats libéraux de la Colombie-Britannique élus députés et une pluralité à l'assemblée législative, nous avons la responsabilité d'aller de l'avant et de former un gouvernement ». En réponse, Weaver a proféré des menaces à peine voilées en disant qu'« [e]n fait, la première ministre a commis une erreur dans sa déclaration. La première ministre a la responsabilité de s'assurer qu'elle gagne la confiance de l'Assemblée législative pour former le gouvernement ... Je dirais que c'était un peu prématuré de sa part. Elle n'a pas encore obtenu la confiance de l'assemblée ».

Pendant l'élection, les libéraux et le NPD ont concentré leurs efforts électoraux dans le delta de la vallée du fleuve Fraser ainsi que dans quelques circonscriptions choisies sur l'île de Vancouver ainsi qu'au centre et dans l'Est de la Colombie-Britannique. Dans l'ensemble, huit circonscriptions sont passées des libéraux au NPD ; toutes, sauf une, se trouvent dans la région métropolitaine de Vancouver. La seule exception a été la circonscription de Courtenay-Comox sur l'île de Vancouver

gagnée par le NPD.

Opposition à la direction actuelle de la province



L'opposition contre l'offensive antisociale continue de grandir parmi les travailleurs de plusieurs secteurs, de la foresterie à l'éducation, du camionnage et de la santé. Ils sont contre le programme néolibéral consistant à mettre à la disposition de l'oligarchie financière toutes les ressources humaines et naturelles de la province. Dans cette élection, les travailleurs de nombreux secteurs ont repris l'appel de défaire les libéraux, et il en a été de même des nations autochtones et des activistes pour l'environnement, et d'autres qui se battent contre le projet d'agrandissement de l'oléoduc Kinder Morgan et le projet de barrage sur le site C. Défaire les libéraux a été

présenté comme un « faible espoir » que quelque chose de positif allait venir d'un des autres partis cartellisés. À tout le moins, un vote contre les libéraux a exprimé l'opposition du peuple à l'offensive antisociale et le désir d'une alternative, mais il faudra faire beaucoup plus pour organiser l'opposition ouvrière et c'est possible de le faire.

Durant toute cette élection, les partis cartellisés ont été et sont encore déterminés à assurer leur victoire et/ou se maintenir au pouvoir. La nouvelle situation où aucun parti cartellisé n'a obtenu une majorité décisive des sièges a été promue comme une accalmie et le moment d'« attendre pour voir ce qui va se passer ». Les résultats finaux indiquent encore que ni les libéraux ni le NPD ne peuvent déclarer avoir un « mandat ».

Pour les travailleurs et tous ceux qui sont préoccupés par la direction que doit prendre la province, la situation est propice pour intensifier la lutte pour une nouvelle direction de l'économie et pour des solutions aux problèmes qui favorisent le peuple et non les oligopoles en position de contrôle. Le moment est venu de mettre de l'avant avec plus de force la demande de briser l'emprise de l'oligarchie financière sur l'économie, qu'on voit de façon très claire avec les grands projets du site C, de Kinder Morgan, de gaz naturel liquéfié et de TransLink, de même que dans les secteurs du logement, du transport et de la foresterie. Les gens exigent que les droits de tous à la santé, l'éducation et à un moyen de subsistance soient garantis.

L'élite dominante fait tout pour s'assurer que les gens demeurent passifs face à la crise et s'appuient sur ceux qui gouvernent pour trouver une solution. Cela ne devrait pas être le cas. C'est seulement quand les solutions aux problèmes sont entre les mains de la classe ouvrière et de ses alliés que la voie au progrès de la société va être libérée de l'obstruction de l'oligarchie financière qui utilise présentement sa richesse sociale et son pouvoir politique pour empêcher les travailleurs d'exercer leur contrôle sur les affaires politiques, économiques et sociales qui les concernent.

Les électeurs de la région métropolitaine de Vancouver se détournent des libéraux

Les électeurs de la région métropolitaine de Vancouver ont abandonné le Parti libéral au pouvoir. Les travailleurs de la région métropolitaine de Vancouver sont de plus en plus confrontés à une situation intenable. La crise du logement à elle seule en oblige plusieurs, en particulier les jeunes travailleurs, à payer plus de 50 % de leur salaire pour un domicile habituellement loin du travail ou, si possible, à vivre avec leurs parents. La grave situation du logement est associée à des bouchons

de circulation constants, en particulier dans le tunnel Massey et sur les ponts, dont deux des plus utilisés ont des péages coûteux. Le système de transport en commun totalement inadéquat et anti-peuple est de plus en plus considéré non comme un service public fiable, efficace et confortable, mais comme une source de luttes intestines au sein de l'élite dominante et un moyen de payer les riches.

L'assaut du gouvernement libéral contre l'éducation publique a également suscité une grande colère au sein du corps politique, en particulier à Surrey et à Vancouver-Est. Les gens du delta de la vallée du Fraser sont également confrontés à la proposition des gouvernements libéraux de Trudeau et Clark d'agrandir la capacité de l'oléoduc Kinder Morgan et d'ainsi tripler la circulation de pétroliers dans le passage de Burrard, près de Vancouver, ce qui a suscité d'énormes passions et une vive opposition. Ces questions sont devenues le centre de convergence des promesses électorales du NPD et des libéraux et de leurs énoncés de politique pour la région métropolitaine de Vancouver, en plus de leurs publicités négatives constantes qui attaquent et dénigrent les deux dirigeants en tant qu'individus intéressés et corrompus.

Quatre ministres de la région métropolitaine de Vancouver ont perdu leurs sièges à l'Assemblée législative : la procureure générale Suzanne Anton ; le ministre responsable de TransLink (transport collectif) Peter Fassbender (qui était auparavant le ministre de l'Éducation) ; la ministre d'État pour la protection civile Naomi Yamamoto et le ministre de la Technologie, de l'Innovation et des Services aux citoyens Amrik Virk. La première ministre Clark a perdu son siège dans la circonscription de Vancouver-Point Gray à l'élection précédente et a depuis trouvé refuge loin dans la vallée de l'Okanagan dans la circonscription soi-disant « sûre » de Westside-Kelowna.



Actions contre la réunion de l'OTAN à Bruxelles

Expression militante de l'opposition à l'OTAN



Les 24 et 25 mai, les rues de Bruxelles ont été remplies de gens de tous horizons, de toute l'Europe et du monde entier venus exprimer l'opposition des peuples du monde à l'alliance belliciste qu'est l'OTAN, qui tenait son sommet des dirigeants dans cette ville. Ils se sont également opposés aux campagnes organisées par les États-Unis et par l'Europe qui visent des groupes de personnes en fonction de leur race et de leur religion. Les actions au cours des deux jours ont eu lieu à l'appel

d'investir dans la paix et non pas dans la guerre et de démanteler l'OTAN. Les gens ont également précisé que le président des États-Unis, Donald Trump, n'était pas le bienvenu à Bruxelles, une ville qu'il qualifiait de « trou à rats » pour attiser le sentiment antimusulman lors de sa campagne électorale présidentielle. Les Belges ont dénoncé cette caractérisation de leur capitale avec de nombreuses pancartes indiquant que ce sont l'OTAN, les fauteurs de guerre comme Trump et ses complices qui représentent une menace réelle à la paix et à la sécurité.

Le 24 mai, le jour où les chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN sont arrivés, 10 000 personnes ont participé à un rassemblement et une marche #TrumpNotWelcome à l'appel des collégiens. Des milliers d'autres personnes ont marché le 25 mai.

24 mai







25 mai



(Photos: Vrede, CND, No G20 International, N. Eggermont, The Journalie, Friends of the Earth, Agir pour la Paix, TTIP Game Over, PPICS)